

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.873/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense, le 7 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire", a donné le 2 août 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

À l'alinéa 1^{er}, il n'est pas nécessaire de viser spécialement l'article 5 de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire, car il ne comporte aucune habilitation que le projet mettrait en œuvre.

L'alinéa 8 visant le présent avis doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 40.873/2/V du Conseil d'État, donné le 2 août 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État."

Dispositif

Article 1^{er}

Dans le projet soumis à la négociation préalable avec les syndicats représentatifs, "l'affilié cotisant" était, en exécution de l'article 11, § 2, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, défini à l'article 1^{er}, 13°, comme

"(...) le membre du personnel qui, pendant la période de référence, est membre du syndicat concerné et qui a payé, pour chaque mois de la période de référence, la cotisation syndicale visée à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 septembre 1980 relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public".

.../...

Durant la négociation, les mots "pour chaque mois de la période de référence" furent supprimés "à la demande de la CGPM", ce qui se justifie, car la cotisation individuelle minimale visée à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 septembre 1980, précité, est une cotisation annuelle - et non mensuelle - payée pour l'année de référence".

Comme cependant la "période de référence" définie à l'article 1^{er}, 13°, du projet est une période de six mois, et non d'une année, la définition de "l'affilié cotisant", au 14° de ce même article, doit être adaptée en ce sens qu'il suffit d'avoir payé, pour cette période, la moitié de la cotisation annuelle minimale visée à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 septembre 1980, précité.

Article 2

L'article 2 de l'arrêté royal du 25 avril 1996 portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical a été annulé par l'arrêt n° 91.392 du 6 décembre 2000 et rétabli par l'article 2 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1996.

L'avis 31.928/2/V, donné le 10 septembre 2001, sur le projet devenu l'arrêté royal du 29 octobre 2001, précité, a formulé l'observation suivante sur l'article 2 :

"Cette disposition du projet est similaire à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, tel qu'il était rédigé avant son annulation par l'arrêt n° 91.392, à l'exception toutefois de l'alinéa 1^{er} en projet.

L'alinéa 1^{er} en projet entend exécuter l'article 2, § 2, 1°, de la loi du 11 juillet 1978, précitée.

En vertu de cette disposition, les avant-projets de loi ainsi que les projets d'arrêté d'exécution ne doivent pas être soumis à la négociation syndicale «dans des cas d'urgence et dans d'autres cas exceptionnels que le Roi détermine»."

Selon l'alinéa 1^{er} en projet, ces cas d'urgence sont

"(...) les cas d'urgence spécialement motivés visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État."

.../...

En ayant recours à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, l'auteur du projet laisse une place importante au pouvoir d'appréciation du Ministre, lequel ne pourra faire l'objet que d'un contrôle a posteriori par la section d'administration du Conseil d'État, au même titre que l'urgence également alléguée pour se dispenser de la consultation de la section de législation.

Tout comme le Roi a explicité les cas d'urgence justifiant une dispense des procédures de négociation et de concertation mises en place par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ¹, il est nécessaire, dans un souci de sécurité juridique, qu'il procède également de la sorte en l'espèce.

L'alinéa 1^{er} en projet doit être revu en conséquence.

L'article 2, alinéa 2, du projet reproduit l'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté royal du 25 avril 1996, rétabli par celui du 29 octobre 2001 :

"En outre, sont considérés comme cas d'urgence dans lequel la négociation n'est pas requise, les cas d'urgence spécialement motivés visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État."

La section de législation réitère par conséquent, en ce qui concerne cette disposition, l'observation rappelée plus haut.

Article 8

Dans l'alinéa 2, il y a lieu de viser non seulement le grade "de docteur ou de licencié en droit", mais également celui de "master" en droit.

⁽¹⁾ Voir à ce propos l'article 5 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Article 28

L'alinéa 2 prévoit que :

"Des moyens de télécommunication sont mis à la disposition des délégués syndicaux des syndicats représentatifs selon les directives et aux conditions fixées par l'autorité désignée par le ministre."

Cette disposition, qui ne figure pas dans l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, ne constitue pas non plus une mesure d'exécution de l'article 14 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, elle crée, dès lors, au bénéfice des délégués syndicaux des seuls syndicats représentatifs, une prérogative, supplémentaire par rapport à celles prévues par cette disposition légale, et dont elle délègue d'ailleurs à l'autorité désignée par le ministre le soin de déterminer les modalités d'exercice.

S'il ne paraît pas en soi illégal d'ainsi prévoir dans un arrêté royal une telle extension des prérogatives syndicales au-delà de celles instaurées par la loi, encore convient-il que soit justifiée, au regard du principe d'égalité, la différence de traitement consistant à en réserver l'exercice aux délégués syndicaux des syndicats représentatifs, à l'exclusion de ceux des syndicats seulement agréés.

Article 30

L'article 14, 4°, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, autorise les syndicats représentatifs, "sauf dans les cas déterminés par le Roi, et sous réserve de l'application des dispositions du règlement de discipline", à "organiser des réunions dans les locaux".

Selon l'article 30, alinéa 1^{er}, du projet,

"Les syndicats représentatifs sont autorisés à organiser des réunions syndicales une fois par semestre, par corps et pour le personnel du corps, pour une durée maximum d'un demi jour pendant les heures de service et dans les locaux de service non accessibles au public."

.../...

Pareille restriction du droit de réunion syndicale n'entre pas dans les prévisions de la loi, dont l'article 14 - contrairement à l'article 13 - n'habilite pas le Roi à déterminer les conditions d'exercice des prérogatives réservées aux syndicats représentatifs. N'autoriser les réunions syndicales qu'"une fois par semestre, par corps et pour le personnel du corps, pour une durée maximum d'un demi jour" constitue une condition étrangère aux nécessités de l'activité syndicale et est donc susceptible de l'entraver, sans justification pertinente, dans une mesure contraire à la loi.

L'article 30, alinéa 1^{er}, du projet est donc dépourvu de fondement juridique.

Article 35

Paragraphe 1^{er}

Dans son avis 25.008/9, donné le 26 mars 1996, sur le projet devenu l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, la section de législation du Conseil d'État formulait notamment l'observation suivante sur l'article 35 :

"En vertu de l'article 35, alinéa 2, la délégation de chaque organisation syndicale se compose de quatre membres au maximum, experts compris.

Or, l'article 4, § 2, de la loi fait clairement la distinction entre la délégation de l'organisation syndicale représentative et les experts qui assistent celle-ci.

Les experts ne peuvent être inclus dans la délégation syndicale eu égard à leur mission spécifique.

En outre, il résulte des explications fournies par l'officier délégué que ces experts ne doivent pas nécessairement avoir la qualité de militaire en service actif. Il peut, dès lors, en être déduit qu'un expert peut être un civil n'ayant aucun lien avec l'organisation syndicale qui le consulte.

Il convient, en conséquence, de supprimer dans le second alinéa de l'article 35 les mots «experts compris»."

Il en va de même des mots ", techniciens compris," dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du projet. Conformément à l'article 4, § 2, alinéa 2, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, "chaque syndicat représentatif peut, lors de la négociation, se faire assister par les techniciens de son choix", techniciens qui ne peuvent être confondus avec "les mandataires de chaque syndicat représentatif, dont au moins la moitié doivent être militaires", qui sont visés à l'alinéa précédent. Il est du reste incohérent de prévoir, à l'alinéa 2, que la délégation de chaque syndicat représentatif "se compose au maximum de quatre membres, techniciens compris, dont au moins la moitié sont militaires du cadre actif en service actif", alors que l'alinéa 3 dispose que "cette délégation peut compter au maximum deux techniciens par point prévu à l'ordre du jour" : à raison de deux techniciens pour chacun de ces points, le syndicat ne pourrait en effet être représenté par aucun mandataire lorsque l'ordre du jour comporte deux objets ou davantage.

Paragraphe 2

Comme la première phrase de l'alinéa 2 de ce paragraphe étend la faculté de récusation prévue par l'article 35, alinéa 5, de l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, à la délégation de l'autorité, il y a également lieu d'adapter en conséquence les deuxième et troisième phrases de cet alinéa, puisqu'elles n'envisagent que la récusation d'un membre d'une délégation syndicale, afin de prévoir également cette nouvelle hypothèse.

Article 44

Au début de l'alinéa 3 du paragraphe 2, il serait plus exact d'écrire : "Dans le cas contraire, ..." ².

Article 45

Au début du texte français de cet article, il convient d'écrire "Par dérogation ...".

⁽²⁾ Voir l'avis 25.008/9, précité, la proposition de texte formulée dans l'observation 2 sur l'article 44.

Articles 53 et 56, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o

L'article 53 dispose :

"Pour les matières visées à l'article 4 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, le chef du Service Interne de Prévention et de Protection au Travail, ou son délégué dûment mandaté, ainsi que le chef du Service Militaire de Médecine du Travail, ou son délégué dûment mandaté, siègent au haut comité de concertation."

De la comparaison des 2^o, 3^o et 4^o de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2, du projet, il ressort cependant que ces "membres du personnel" ne font partie ni de la délégation de l'autorité ni de celle des syndicats représentatifs, alors que l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, rend applicable au haut comité de concertation son article 4, dont le paragraphe 1^{er} prévoit que le comité comprend une délégation des syndicats représentatifs et une délégation de l'autorité, excluant ainsi l'adjonction d'une composante tierce, telle celle que les dispositions précitées du projet envisagent en violation de ces dispositions légales.

Article 59

Cet article dispose comme suit :

"La liste en annexe au présent arrêté fixe les groupements de quartiers. Il est créé par groupement de quartiers un comité de concertation de base.

Après discussion au sein du haut comité de concertation, le président de ce comité propose à l'approbation du ministre de la Défense une liste qui fixe pour quelles unités chaque comité de concertation de base est compétent."

Cette liste devrait toutefois faire l'objet d'un arrêté d'exécution soumis à la négociation conformément à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 11 juillet 1978, précitée. Elle déterminera en effet l'un des aspects de la compétence de chacun des comités de concertation de base du personnel militaire qu'il appartient au Roi de créer, en vertu de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par l'article 5 - que l'article 103, 1^o, du projet met en vigueur - de la loi du 16 janvier 2003; cette même disposition légale

.../...

attribue également au Roi la détermination des attributions de ces comités. Il ressort également de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, que les unités pour lesquelles le comité concerné est compétent déterminent également la composition des délégations des syndicats représentatifs au sein de ce comité, et il en va de même pour la composition de la délégation de l'autorité, conformément à l'article 61, § 3, du projet. Il s'ensuit donc que la détermination de la compétence de chacun des comités de concertation de base à l'égard des unités ou services en fonction de leur localisation dans les groupements de quartiers, requise par l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, doit résulter d'un arrêté royal d'exécution préalablement négocié au sein du comité de négociation, de sorte que l'alinéa 2 de l'article 59 du projet doit être omis.

Article 61

L'alinéa 2 des paragraphes 2 et 3 de cet article appelle une observation similaire à celle formulée au sujet de l'article 35, § 1^{er}. L'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, prévoit en effet que

"Tant la délégation de l'autorité que la délégation des syndicats représentatifs peuvent s'adjoindre des techniciens."

Il en résulte que ces derniers ne sont pas membres de ces délégations.

En outre, cet article 8 ne prévoit pas, contrairement à l'article 4, § 2, alinéa 2, et § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, que le Roi pourrait fixer la procédure et les conditions selon lesquelles chaque syndicat représentatif et la délégation de l'autorité peuvent se faire assister par les techniciens de leur choix ³, de sorte que la limitation à "deux techniciens par point prévu à l'ordre du jour" fixée par l'article 61, § 2, alinéa 2, du projet est dépourvue de base légale.

Pour ces motifs, l'alinéa 2 des paragraphes 2 et 3 doit par conséquent être omis.

⁽³⁾ Voir, dans le même sens, les observations 1 et 2 sur l'article 68 formulées dans l'avis 25.008/9, précité.

Article 62

Cet article doit être omis. Il y a en effet lieu de suivre à cet égard un raisonnement similaire à celui tenu concernant les articles 53 et 56, § 1^{er}, alinéa 2, 4° : de la comparaison des 2°, 3° et 4° de l'article 67, alinéa 2, du projet, il ressort en effet que les "membres du personnel visés à l'article 62" ne font partie ni de la délégation de l'autorité ni de celle des syndicats représentatifs, alors que, suivant l'article 8, § 1^{er}, alinéas 2 à 4, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, le comité de concertation de base ne comprend qu'une délégation des syndicats représentatifs et une délégation de l'autorité, ce qui exclut l'adjonction d'une composante tierce, telle celle que les dispositions précitées du projet envisagent en violation de ces dispositions légales.

D'autre part, il faut également avoir égard à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, selon lequel

"Un conseiller en prévention ne peut faire partie d'aucune délégation, ni en tant que délégué ni en tant que technicien".

Article 63

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe doit être omis, pour les raisons déjà indiquées au sujet de l'article 61.

Paragraphe 2

Comme la première phrase de l'alinéa 2 de ce paragraphe étend la faculté de récusation prévue par l'article 68, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, à la délégation de l'autorité, il y a également lieu d'adapter en conséquence les deuxième et troisième phrases de cet alinéa, puisqu'elles n'envisagent que la récusation d'un membre d'une délégation syndicale, afin de prévoir également cette nouvelle hypothèse.

.../...

Article 66

La référence "à l'article 9 de la loi" doit être supprimée : cet article est en effet abrogé par l'article 18 de la loi du 21 avril 1994 modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

Articles 67, alinéa 2, 4°, et 69, § 2, alinéa 1^{er}, 4°

Concernant les "membres du personnel visés à l'article 62", il y a lieu de se référer aux observations formulées au sujet de cet article 62.

Article 72

La dénomination exacte à utiliser est "comité pour la prévention et la protection au travail".

Article 83

Cet article rend notamment l'article 48 du projet applicable mutatis mutandis au comité du contentieux. La seconde phrase de l'alinéa 1^{er} de cet article 48 prévoit toutefois que "toute modification ultérieure" du règlement d'ordre intérieur "fait l'objet d'une procédure de négociation". Le texte devrait donc explicitement préciser comment cette disposition s'appliquerait, mutatis mutandis, pour les modifications du règlement d'ordre intérieur du comité du contentieux ⁴.

⁽⁴⁾ La seconde phrase de l'article 83, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, dispose, quant à elle, que "Toute modification ultérieure de ce règlement fait l'objet de la même procédure."

Article 84

Paragraphe 2

Suivant l'article 77, § 2, alinéa 2, du projet, la délégation de chaque syndicat agréé peut se faire assister au comité du contentieux par un technicien de son choix. Comme ce choix n'est pas limité aux représentants des syndicats, et en particulier aux délégués syndicaux locaux, les mots ", comme technicien auprès du comité du contentieux", qui pourraient laisser penser le contraire, doivent être omis dans les alinéas 1^{er} et 2⁵.

Il y a en outre lieu de supprimer, dans l'alinéa 2, la référence restrictive aux 1° et 2° de l'article 13 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, puisqu'une telle restriction ne résulte nullement de l'article 15, § 2, alinéa 2, de cette loi, duquel il ressort au contraire que le délégué syndical local d'un syndicat agréé non représentatif peut exercer l'ensemble des prérogatives énumérées par cet article 13⁶.

Enfin, l'alinéa 6 prévoit que "l'agrément des délégués syndicaux locaux peut être refusé ou retiré conformément aux règles fixées à l'article 85". Le refus et le retrait de l'agrément sont réglés par les trois derniers alinéas de l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 11 juillet 1978, précitée : ce sont ces règles légales qu'il faut appliquer, et non celles de l'article 85 du projet, pour les raisons indiquées ci-après.

Article 85

À l'exception du "retrait de l'agrément en tant que délégué syndical" visé au 1°, les autres sanctions énumérées à l'alinéa 2 ne sont pas prévues par les dispositions légales précitées, de sorte que leur légalité semble douteuse.

⁽⁵⁾ Voir, dans le même sens, l'observation 2 formulée sur l'article 77 dans l'avis 25.008/9, précité.

⁽⁶⁾ Voir, dans le même sens, l'observation 3 formulée sur l'article 77 dans l'avis 25.008/9, précité.

Article 92

Cet article dispose comme suit :

"Sauf décision contraire de l'autorité exerçant les attributions de chef de corps, un congé syndical ne peut être octroyé au délégué syndical qui se trouve dans un des cas visés à l'article 14*bis* de la loi."

Il ressort cependant des deux premiers alinéas de l'article 15, § 2, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, que les délégués syndicaux permanents "sont de plein droit en congé syndical permanent". Quant aux délégués syndicaux locaux, le nombre maximal de jours de congé syndical dont ils peuvent bénéficier en application des deux alinéas précités doit notamment leur permettre d'exercer les prérogatives énumérées à l'article 13 ou 14, selon le cas, de la même loi. Dans les cas visés à l'article 14*bis*, alinéa 1^{er}, de cette loi, "l'exercice des prérogatives fixées aux articles 13, 1° et 2°, et 14, 2° à 4°, est suspendu de plein droit", de sorte que le délégué syndical local se trouvant dans l'une de ces situations n'utilisera pas le congé syndical qu'il tient de la loi pour mettre en œuvre ces prérogatives, dont l'exercice est ainsi suspendu en ce qui le concerne. L'article 92 du projet doit par conséquent être omis parce qu'il prévoit une règle ne constituant pas une forme d'exécution correcte des dispositions combinées des articles 14*bis* et 15, § 2, de la loi du 11 juillet 1978, précitée.

Article 96

Les références restrictives, à la fin de l'alinéa 1^{er}, aux 1° et 2° de l'article 13 et aux 1° à 4° de l'article 14 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, doivent être supprimées, puisque le congé syndical que les deux premiers alinéas de l'article 15, § 2, de la même loi accordent aux délégués syndicaux locaux ont notamment pour but de leur permettre d'exercer l'ensemble des prérogatives énumérées à l'article 13 ou 14, précités, sans exception. Pour aligner le texte du projet sur celui de ces dispositions légales, il convient dès lors de viser sans restriction, à la fin de l'alinéa 1^{er}, les articles 13 et 14 de la loi.

Article 97

La participation "aux travaux des commissions et comités généraux créés au sein du syndicat" ni figure pas parmi les motifs pouvant donner lieu à l'octroi d'un congé syndical dans les conditions prévues par les articles 14^{ter} et 15, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, de sorte que, contrairement à ce que prévoit l'article 97, alinéa 2, du projet, un tel congé syndical ne peut être "déduit d'un des crédits de congés syndicaux visés" par ces dispositions légales.

Article 98

En ce qui concerne la limitation de la dispense de service prévue par cet article à "quatre heures par semestre, par membre du personnel et par syndicat" représentatif, conformément à l'alinéa 2, il convient de se reporter à l'observation formulée au sujet de l'article 30.

Article 100

Il y a lieu de viser également, parmi les modifications de l'arrêté royal du 25 avril 1996 abrogé, les arrêts de la section d'administration du Conseil d'État n^{os} 88.214 du 23 juin 2000, 91.392 du 6 décembre 2000 et 124.531 du 22 octobre 2003, qui en ont annulé certaines dispositions. Ces précisions doivent également figurer à la fin de l'alinéa 4 du préambule, qui sera donc adapté en conséquence.

Article 103

La section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison les articles 4 et 5 de la loi du 16 janvier 2003 modifiant la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical et l'article 3 de la loi du 1^{er} mai 2006 modifiant la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire "entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit leur publication au Moniteur belge" ⁷, plutôt que le même jour que l'arrêté en projet.

Une telle rétroactivité n'est susceptible de ne susciter aucune difficulté que si ces dispositions légales ont été, sans exception, considérées comme obligatoires et respectées comme telles durant toute la période couverte par cette rétroactivité, ce dont le Conseil d'État ne peut a priori s'assurer. Il constate cependant que la rétroactivité prévue pour les articles 4 et 5 de la loi du 16 janvier 2003 précitée est d'autant plus étonnante que les nouvelles dispositions qu'ils comportent constituent des habilitations dont la mise en œuvre est assurée par l'arrêté en projet et incite en conséquence les auteurs du projet à vérifier que la rétroactivité prévue par l'article 103 du projet correspond à une réelle nécessité et n'est en rien susceptible de compromettre la sécurité juridique. Dans le cas contraire, il serait en effet préférable d'y renoncer.

Contreseings

Il convient que chacun des ministres chargés de l'exécution de l'arrêté le propose et le contresigne. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions doit donc également le contresigner. L'annexe doit, quant à elle, recevoir les mêmes contreseings que l'arrêté.

⁽⁷⁾ La publication de la loi du 16 janvier 2003 a été faite au Moniteur belge du 31 janvier 2003 et celle de la loi du 1^{er} mai 2006 au Moniteur belge du 29 mai 2006.

La chambre était composée de

Messieurs	M. HANOTIAU,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	F. DAOÛT,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.873/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 7 juli 2006 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het militair personeel", heeft op 2 augustus 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

In het eerste lid is het niet nodig in het bijzonder te verwijzen naar artikel 5 van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het militair personeel, want dat artikel bevat geen enkele machtiging waaraan door het ontwerp uitvoering zou worden gegeven.

Het achtste lid, waarin naar dit advies wordt verwezen, moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op advies 40.873/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 augustus 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

Dispositief

Artikel 1

In het ontwerp waarover voorafgaand met de vakbondsorganisaties is onderhandeld, was "het bijdrageplichtig lid" ter uitvoering van artikel 11, § 2, van de voormelde wet van 11 juli 1978, omschreven als

"(...) het personeelslid dat, tijdens de referteperiode, lid is van de betrokken vakorganisatie en dat de vakbondsbijdrage betaald heeft bedoeld in artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 30 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, voor elke maand van de referteperiode".

Tijdens de onderhandelingen werden de woorden "voor elke maand van de referteperiode" "op vraag van de ACMP" geschrapt, wat terecht is, aangezien de minimale individuele bijdrage bedoeld in artikel 4, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 30 september 1980 een jaarlijkse - en geen maandelijks - bijdrage is die wordt betaald voor "het referentiejaar".

Aangezien echter de "referteperiode" gedefinieerd in artikel 1, 13°, van het ontwerp een periode van zes maanden en niet van één jaar is, moet de definitie van "bijdrageplichtig lid" in 14° van dat artikel in die zin worden aangepast dat het voldoende is dat, voor die periode, de helft van de minimale jaarlijkse bijdrage bedoeld in artikel 4, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 30 september 1980 is betaald.

Artikel 2

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 april 1996 tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst is vernietigd bij arrest nr. 91.392 van 6 december 2000 en is hersteld bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1996.

In advies 31.928/2/V van 10 september 2001 over het ontwerp dat het voormelde koninklijk besluit van 29 oktober 2001 is geworden, is de volgende opmerking gemaakt over artikel 2 :

"Deze bepaling van het ontwerp vertoont gelijkenis met artikel 2 van het genoemde koninklijk besluit van 25 april 1996, zoals dat was gesteld vóór het bij arrest nr. 91.392 is vernietigd, met uitzondering evenwel van het ontworpen eerste lid.

Het ontworpen eerste lid heeft tot doel artikel 2, § 2, 1°, van de bovengenoemde wet van 11 juli 1978 uit te voeren.

Krachtens deze bepaling zijn «in spoedgevallen en in andere uitzonderlijke gevallen die de Koning bepaalt» geen onderhandelingen met de vakbonden over voorontwerpen van wet en ontwerpen van uitvoeringsbesluiten vereist.

.../...

Volgens het ontworpen eerste lid wordt met die spoedgevallen bedoeld :

"(...) de gevallen van hoogdringendheid die met bijzondere redenen worden omkleed bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

Door te verwijzen naar artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, laat de steller van het ontwerp een ruime beoordelingsvrijheid aan de Minister. Die beoordelingsvrijheid kan alleen a posteriori worden getoetst door de afdeling Administratie van de Raad van State, net zoals de dringende noodzakelijkheid die eveneens wordt aangevoerd om geen advies bij de afdeling wetgeving te hoeven inwinnen.

Net zoals de Koning uitdrukkelijk heeft aangegeven in welke spoedgevallen de onderhandelings- en overlegprocedures ingesteld bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel⁽¹⁾ niet hoeven te worden gevolgd, is het voor de rechtszekerheid noodzakelijk dat Hij die spoedgevallen ook in het onderhavige geval uitdrukkelijk preciseert.

Het ontworpen eerste lid moet dienovereenkomstig worden herzien."

In artikel 2, tweede lid, van het ontwerp wordt het tweede lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 april 1996, hersteld bij dat van 29 oktober 2001, overgenomen :

"Bovendien worden als spoedgeval beschouwd waarin de onderhandeling niet vereist is, de gevallen van hoogdringendheid die met bijzondere redenen worden omkleed bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

De afdeling wetgeving herhaalt bijgevolg, voor die bepaling, de hierboven aangehaalde opmerking.

Artikel 8

In het tweede lid moet niet alleen worden verwezen naar de graad van "doctor of licentiaat in de rechten", maar ook naar die van "master" in de rechten.

⁽¹⁾ Zie in dat verband artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Artikel 28

Het tweede lid bepaalt :

"Volgens de richtlijnen en onder de voorwaarden die bepaald worden door de overheid aangewezen door de minister, worden telecommunicatiemiddelen ter beschikking gesteld van de vakbondsafgevaardigden van de representatieve vakorganisaties."

Die bepaling, die niet voorkomt in het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1996, is evenmin een bepaling tot uitvoering van artikel 14 van de voormelde wet van 11 juli 1978; ze schept bijgevolg een prerogatief dat alleen geldt voor vakbondsafgevaardigden van representatieve vakorganisaties, bovenop de prerogatieven die in die wetsbepaling vervat zijn, waarbij ze het bepalen van de regels voor de uitoefening ervan overigens delegeert aan de door de minister aangewezen overheid.

Hoewel het op zich niet onwettig lijkt dat aldus bij koninklijk besluit in zulk een uitbreiding van de vakbondsprerogatieven wordt voorzien, bovenop de prerogatieven die bij de wet zijn ingesteld, moet in het licht van het gelijkheidsbeginsel een verklaring worden gegeven voor het verschil in behandeling dat erin bestaat dat de uitoefening van dat prerogatief alleen geldt voor vakbondsafgevaardigden van representatieve vakorganisaties, met uitsluiting van vakbondsafgevaardigden van vakorganisaties die alleen erkend zijn.

Artikel 30

Luidens artikel 14, 4°, van de voormelde wet van 11 juli 1978 mogen representatieve vakorganisaties "behoudens in de gevallen die de Koning bepaalt, en onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen van het tuchtreglement" "in de lokalen vergaderingen beleggen".

Volgens artikel 30, eerste lid, van het ontwerp

"(mogen) de representatieve vakorganisaties (...) vakbondsvergaderingen beleggen, eenmaal per semester, per korps en voor het personeel van het korps, voor een maximale duur van een halve dag tijdens de diensturen en in de dienstlokalen waar het publiek geen toegang heeft".

.../...

Zulk een beperking van het recht op het beleggen van vakbondsvergaderingen is niet in overeenstemming met de wet, waarvan artikel 14 - in tegenstelling tot artikel 13 - de Koning niet machtigt om de voorwaarden voor het uitoefenen van de prerogatieven van representatieve vakorganisaties te bepalen. Vakbondsvergaderingen slechts toestaan "eenmaal per semester, per korps en voor het personeel van het korps, voor een maximale duur van een halve dag" is een voorwaarde die niets van doen heeft met de behoeften van de vakbondsactiviteit en die deze activiteit dus kan belemmeren, zonder relevante reden, in een mate die strijdig is met de wet.

Artikel 30, eerste lid, van het ontwerp heeft dus geen rechtsgrond.

Artikel 35

Paragraaf 1

In haar advies 25.008/9 van 26 maart 1996 over het ontwerp dat het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1996 is geworden, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in het bijzonder de volgende opmerking gemaakt bij artikel 35 :

"Krachtens artikel 35, tweede lid, bestaat de afvaardiging van elke vakorganisatie uit maximaal vier leden, de deskundigen inbegrepen.

Artikel 4, § 2, van de wet maakt echter een duidelijk onderscheid tussen de afvaardiging van de representatieve vakorganisatie en de deskundigen die deze bijstaan.

De deskundigen kunnen, gelet op hun specifieke taak, geen deel uitmaken van de vakbondsafvaardiging.

Uit de uitleg die de gemachtigde officier heeft verstrekt blijkt voorts dat de deskundigen niet noodzakelijkerwijze de hoedanigheid van militair in werkelijke dienst behoeven te hebben. Daaruit kan dan ook worden afgeleid dat een deskundige een burger kan zijn, zonder enige band met de vakorganisatie die hem raadpleegt.

In artikel 35, tweede lid, dienen de woorden «deskundigen inbegrepen» bijgevolg te vervallen."

Dat geldt ook voor de woorden "technici inbegrepen" in paragraaf 1, tweede lid, van het ontwerp. Overeenkomstig artikel 4, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 11 juli 1978 "(kan) iedere representatieve vakorganisatie (...) zich (...) tijdens de onderhandeling laten bijstaan door technici van haar keuze", welke technici niet mogen worden verward met "de mandatarissen van iedere representatieve vakorganisatie, van wie ten minste de helft militairen moeten zijn", vermeld in het vorige lid. Het is overigens onlogisch in het tweede lid te bepalen dat de afvaardiging van elke representatieve vakorganisatie "(...) uit maximum vier leden (bestaat), technici inbegrepen, waarvan minstens de helft militairen van het actief kader in werkelijke dienst zijn", terwijl het derde lid bepaalt dat "deze afvaardiging (...) maximum twee technici per punt vermeld op de dagorde (mag) tellen" : als er twee technici per agendapunt zouden zijn, zou de vakorganisatie immers door geen enkele mandataris kunnen worden vertegenwoordigd, wanneer er twee of meer punten op de agenda staan.

Paragraaf 2

Daar de mogelijkheid tot wraking vervat in artikel 35, vijfde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1996 bij de eerste zin van het tweede lid van die paragraaf wordt uitgebreid tot de overheidsafvaardiging, moeten ook de tweede en de derde zin van dat lid - die alleen slaan op de wraking van een lid van een vakbondsafvaardiging - dienovereenkomstig worden aangepast, zodat ook in die nieuwe mogelijkheid wordt voorzien.

Artikel 44

Aan het begin van paragraaf 2, derde lid, zou het juister zijn te schrijven :
"In het tegenovergestelde geval worden ... " ².

⁽²⁾ Zie het voormelde advies 25.008/9, het tekstvoorstel in opmerking 2 over artikel 44.

Artikel 45

Aan het begin van de Franse tekst van dat artikel schrijve men : "Par dérogation ...".

Artikelen 53 en 56, § 1, tweede lid, 4°

Artikel 53 bepaalt :

"Voor de materies bedoeld in artikel 4 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, zetelen de chef van de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk, of zijn behoorlijk gemachtigde afgevaardigde, evenals de chef van de Militaire Dienst voor Arbeidsgeneeskunde, of zijn behoorlijk gemachtigde afgevaardigde, in het hoog overlegcomité."

Als men de onderdelen 2°, 3° en 4° van artikel 56, § 1, tweede lid, van het ontwerp vergelijkt, blijkt echter dat die "personeelsleden" noch deel uitmaken van de afvaardiging van de overheid, noch van de afvaardiging van de representatieve vakorganisaties, terwijl artikel 7, § 2, eerste lid, van de voormelde wet van 11 juli 1978 bepaalt dat artikel 4 van die wet toepasselijk is op het hoog overlegcomité, welk artikel 4, paragraaf 1, voorschrijft dat het comité een afvaardiging van de representatieve vakorganisaties en een afvaardiging van de overheid omvat, wat toevoeging van een derde bestanddeel uitsluit, zoals datgene dat de voornoemde bepalingen van het ontwerp voorschrijven in strijd met die wetsbepalingen.

Artikel 59

Dat artikel bepaalt :

"De lijst in bijlage bij dit besluit bepaalt de kwartiergroeperingen. Per kwartiergroepering wordt één basisoverlegcomité opgericht.

Na bespreking in het hoog overlegcomité legt de voorzitter van dit comité, ter goedkeuring van de minister van Landsverdediging, een lijst voor waarin bepaald wordt voor welke eenheden elk basisoverlegcomité bevoegd is."

.../...

Die lijst zou echter moeten worden opgenomen in een uitvoeringsbesluit, waarover overeenkomstig artikel 2, § 1, van de voormelde wet van 11 juli 1978 moet worden onderhandeld. Die lijst bepaalt immers één van de aspecten van de bevoegdheid van elk van de basisoverlegcomités van het militair personeel, die door de Koning moeten worden opgericht krachtens artikel 8, § 1, eerste lid, van die wet, vervangen bij artikel 5 - waarvan de inwerkingtreding wordt geregeld bij artikel 103, 1°, van het ontwerp - van de wet van 16 januari 2003; bij diezelfde wetsbepaling wordt de Koning ook gemachtigd om de bevoegdheden van die comités te bepalen. Uit artikel 8, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 11 juli 1978 blijkt ook dat de eenheden waarvoor het betrokken comité bevoegd is, ook de samenstelling van de afvaardigingen van de representatieve vakorganisaties binnen dat comité bepalen, en dat geldt ook voor de samenstelling van de afvaardiging van de overheid, overeenkomstig artikel 61, § 3, van het ontwerp. Daaruit volgt dus dat aan het bepalen van de bevoegdheid van elk van de basisoverlegcomités ten opzichte van de eenheden of diensten op basis van hun standplaats in de kwartiergroeperingen, zoals vereist bij artikel 8, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 11 juli 1978, een koninklijk uitvoeringsbesluit ten grondslag moet liggen waarover vooraf onderhandeld is binnen het onderhandelingscomité, zodat het tweede lid van artikel 59 van het ontwerp moet vervallen.

Artikel 61

Het tweede lid van de paragrafen 2 en 3 van dit artikel geeft aanleiding tot eenzelfde opmerking als die welke is gemaakt in verband met artikel 35, § 1. Artikel 8, § 1, vierde lid, van de voornoemde wet van 11 juli 1978 bepaalt immers :

"Zowel aan de afvaardiging van de overheid als aan de afvaardiging van de representatieve vakorganisaties kunnen technici worden toegevoegd."

Daaruit volgt dat deze laatsten geen lid zijn van die afvaardigingen.

Bovendien schrijft dit artikel 8, in tegenstelling tot artikel 4, § 2, tweede lid, en § 3, eerste lid, van dezelfde wet, niet voor dat de Koning de wijze en de voorwaarden kan bepalen volgens welke iedere representatieve vakorganisatie en de afvaardiging van

.../...

de overheid zich kan laten bijstaan door de deskundigen van haar keuze ³, zodat de omstandigheid dat "de afvaardiging van de overheid maximum twee technici per punt vermeld op de dagorde mag tellen", zoals wordt gesteld in artikel 61, § 2, tweede lid, van het ontwerp, geen rechtsgrond bezit.

Om die redenen moet het tweede lid van de paragrafen 2 en 3 bijgevolg vervallen.

Artikel 62

Dit artikel moet vervallen. In dat verband moet immers dezelfde redenering worden gevolgd als die met betrekking tot de artikelen 53 en 56, § 1, tweede lid, 4° : uit de vergelijking van de punten 2°, 3° en 4° van artikel 67, tweede lid, van het ontwerp volgt immers dat de "personeelsleden bedoeld in artikel 62" geen deel uitmaken van de afvaardiging van de overheid, en evenmin van die van de representatieve vakorganisaties, terwijl volgens artikel 8, § 1, tweede tot vierde lid, van de voornoemde wet van 11 juli 1978 het basisoverlegcomité alleen bestaat uit een afvaardiging van de representatieve vakorganisaties en een afvaardiging van de overheid, wat toevoeging van een derde bestanddeel uitsluit, zoals datgene dat de voornoemde bepalingen van het ontwerp voorschrijven in strijd met die wetsbepalingen.

Bovendien moet eveneens acht worden geslagen op artikel 8, § 1, vijfde lid, van de voornoemde wet van 11 juli 1978, dat bepaalt :

"Een preventieadviseur mag van geen enkele afvaardiging deel uitmaken, noch als afgevaardigde, noch als technicus."

⁽³⁾ Zie, in dezelfde zin, de opmerkingen 1 en 2 die omtrent artikel 68 zijn gemaakt in het voornoemde advies 25.008/9.

Artikel 63

Paragraaf 1

Deze paragraaf moet vervallen om de redenen aangegeven in verband met artikel 61.

Paragraaf 2

Aangezien de eerste zin van het tweede lid van deze paragraaf de mogelijkheid tot wraking vervat in artikel 68, derde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 april 1996 uitbreidt tot de afvaardiging van de overheid, moeten, opdat in deze nieuwe mogelijkheid wordt voorzien, tevens de tweede en de derde zin van dat lid, die alleen de wraking van een lid van de afvaardiging van een vakorganisatie voorschrijven, dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 66

De verwijzing naar "artikel 9 van de wet" moet vervallen : dit artikel is immers opgeheven bij artikel 18 van de wet van 21 april 1994 tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht en van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

Artikelen 67, tweede lid, 4°, en 69, § 2, eerste lid, 4°

In verband met de "personeelsleden bedoeld in artikel 62" wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt in verband met dat artikel 62.

Artikel 72

In de Franse lezing van dit artikel moet de correcte benaming worden gebruikt, te weten "comité pour la prévention et la protection au travail".

Artikel 83

Dit artikel maakt onder meer artikel 48 van het ontwerp mutatis mutandis toepasselijk op het geschillencomité. De tweede zin van het eerste lid van dit artikel 48 schrijft evenwel voor dat "elke latere wijziging" van het reglement van inwendige orde "het voorwerp uitmaakt van een onderhandelingsprocedure". De tekst moet dus expliciet aangeven hoe die bepaling mutatis mutandis toepassing vindt voor de wijzigingen van het reglement van inwendige orde van het geschillencomité ⁴.

Artikel 84

Paragraaf 2

Volgens artikel 77, § 2, tweede lid, van het ontwerp kan de afvaardiging van iedere erkende vakorganisatie zich in het geschillencomité laten bijstaan door één technicus van haar keuze. Aangezien die mogelijkheid zich niet beperkt tot de afgevaardigden van de vakorganisaties, inzonderheid tot de lokale vakbondsafgevaardigden, moeten in het eerste en het tweede lid de woorden "als technicus bij het geschillencomité" vervallen, daar ze eerder op het tegenovergestelde zouden kunnen wijzen ⁵.

⁽⁴⁾ De tweede zin van artikel 83, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 april 1996 bepaalt zijnerzijds : "Elke latere wijziging van dit reglement maakt het voorwerp uit van dezelfde procedure."

⁽⁵⁾ Zie, in dezelfde zin, opmerking 2 die in het voornoemde advies 25.008/9 is gemaakt omtrent artikel 77.

Tevens moet in het tweede lid de beperkende verwijzing naar de punten 1° en 2° van artikel 13 van de voornoemde wet van 11 juli 1978 vervallen, daar een zodanige beperking geenszins voortvloeit uit artikel 15, § 2, tweede lid, van die wet, waaruit integendeel volgt dat de lokale vakbondsafgevaardigde van een niet-representatieve erkende vakorganisatie alle prerogatieven opgesomd in dat artikel 13 kan uitoefenen ⁶.

Tot slot bepaalt het zesde lid dat "de erkenning van (de lokale) vakbondsafgevaardigden kan (worden) geweigerd of ingetrokken (...) overeenkomstig de regels bepaald bij artikel 85". De weigering en de intrekking van de erkenning worden geregeld bij de laatste drie leden van artikel 15, § 1, van de voornoemde wet van 11 juli 1978 : het zijn die wetsbepalingen die van toepassing zijn, doch niet de bepalingen van artikel 85 van het ontwerp, en wel om de hierna opgegeven redenen.

Artikel 85

Met uitzondering van de "intrekking van de erkenning als vakbondsafgevaardigde", waarvan sprake is in punt 1°, zijn de overige sancties opgesomd in het tweede lid niet opgenomen in de voornoemde wetsbepalingen, zodat de wettigheid ervan twijfelachtig lijkt.

Artikel 92

Dit artikel schrijft voor :

"Tenzij de overheid met de bevoegdheid van korpscommandant er anders over beslist mag een vakbondsverlof niet verleend worden aan de vakbondsafgevaardigde die zich in één van de in artikel 14*bis* van de wet bedoelde gevallen bevindt."

⁽⁶⁾ Zie, in dezelfde zin, opmerking 3 die in het voornoemde advies 25.008/9 is gemaakt omtrent artikel 77.

Uit de eerste twee leden van artikel 15, § 2, van de voornoemde wet van 11 juli 1978 volgt evenwel dat vaste vakbondsafgevaardigden "van rechtswege in permanent vakbondsverlof geplaatst zijn". Wat daarentegen lokale vakbondsafgevaardigden aangaat, moet het maximumaantal dagen vakbondsverlof die ze ingevolge de twee voorgaande leden kunnen genieten onder meer in staat stellen de prerogatieven uit te oefenen genoemd in artikel 13 of 14, naargelang van het geval, van dezelfde wet. In de gevallen omschreven in artikel 14*bis*, eerste lid, van deze wet "wordt de uitoefening van de prerogatieven bepaald bij de artikelen 13, 1° en 2°, en 14, 2° tot 4°, van rechtswege opgeschort", zodat de lokale vakbondsafgevaardigde die zich in één van die gevallen bevindt, geen beroep zal doen op het vakbondsverlof waarop hij bij de wet recht heeft om die prerogatieven uit te oefenen, zodat de uitoefening ervan wat hem betreft opgeschort wordt. Artikel 92 van het ontwerp moet dan ook vervallen, daar het voorziet in een regel die het bepaalde in de in onderlinge samenhang gelezen artikelen 14*bis* en 15, § 2, van de voornoemde wet van 11 juli 1978 niet correct uitvoert.

Artikel 96

De beperkende verwijzingen die voorkomen aan het eind van het eerste lid, naar de punten 1° en 2° van artikel 13 en naar de punten 1° tot 4° van artikel 14 van de meergenoemde wet van 11 juli 1978, moeten vervallen, daar het vakbondsverlof dat de eerste twee leden van artikel 15, § 2, van dezelfde wet toekennen aan lokale vakbondsafgevaardigden, onder meer ertoe strekken hen de mogelijkheid te geven alle prerogatieven opgesomd in de voornoemde artikelen 13 of 14 uit te oefenen, zonder uitzondering. Teneinde de tekst van het ontwerp af te stemmen op die van deze wetsbepalingen, moet derhalve aan het eind van het eerste lid zonder beperking worden verwezen naar de artikelen 13 en 14 van de wet.

Artikel 97

Deelneming aan "de werkzaamheden van de in de vakorganisatie opgerichte algemene commissies en comités" komt niet voor onder de redenen voor de toekenning van vakbondsverlof onder de voorwaarden voorgeschreven bij de artikelen 14*ter* en 15, § 2, eerste en tweede lid, van de voornoemde wet van 11 juli 1978, zodat, in tegenstelling

.../...

tot wat artikel 97, tweede lid, van het ontwerp voorschrijft, een zodanig vakbondsverlof niet kan worden "in mindering gebracht van één van de kredieten van vakbondsverloven bedoeld" in die wetsbepalingen.

Artikel 98

In verband met de omstandigheid dat dit artikel de erin voorgeschreven dienstontheffing beperkt tot "vier uur" "per semester, per personeelslid en per (representatieve) vakorganisatie", conform het tweede lid, moet worden verwezen naar de opmerking gemaakt in verband met artikel 30.

Artikel 100

Wat de wijzigingen van het opgeheven koninklijk besluit van 25 april 1996 betreft moet eveneens worden verwezen naar de arresten van de afdeling administratie van de Raad van State nrs. 88.214 van 23 juni 2000, 91.392 van 6 december 2000 en 124.531 van 22 oktober 2003, die sommige bepalingen ervan nietigverklaard hebben. Die preciseringen moeten eveneens voorkomen aan het eind van het vierde lid van de aanhef, dat bijgevolg dienovereenkomstig moet worden aangepast.

Artikel 103

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom de artikelen 4 en 5 van de wet van 16 januari 2003 tot wijziging van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en de medische dienst, alsook artikel 3 van de wet van 1 mei 2006 tot wijziging van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het militair personeel "de eerste dag van de maand volgend op deze waarin ze in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt" in werking treden ⁷, veeleer dan op dezelfde dag als het ontwerpbesluit.

⁽⁷⁾ De wet van 16 januari 2003 is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 31 januari 2003, en die van 1 mei 2006 in het Belgisch Staatsblad van 29 mei 2006.

Een zodanige terugwerking kan alleen geen problemen meebrengen indien die wetbepalingen zonder uitzondering beschouwd zijn als verplicht en als zodanig in acht zijn genomen gedurende de hele tijdspanne waarop die terugwerking betrekking heeft; de Raad van State kan zich daarvan *a priori* niet vergewissen. Hij stelt evenwel vast dat de terugwerking voorgeschreven voor de artikelen 4 en 5 van de voornoemde wet van 16 januari 2003 des te verwonderlijker is, daar de nieuwe erin vervatte bepalingen machtigingen zijn waarvan de tenuitvoerlegging geschiedt door het ontwerpbesluit, en hij dringt er bij de stellers van het ontwerp bijgevolg op aan om na te gaan of de terugwerking voorgeschreven bij artikel 103 van het ontwerp werkelijk nodig is en geenszins afbreuk kan doen aan de rechtszekerheid. Indien zulks niet het geval is, zou het immers wenselijk zijn van die terugwerking af te zien.

Medeondertekening

Elk van de ministers belast met de tenuitvoerlegging van het besluit draagt het voor en medeondertekent het. Ook de minister bevoegd voor de Justitie moet het dus medeondertekenen. De bijlage harerzijds moet op dezelfde wijze worden medeondertekend als het besluit.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. HANOTIAU,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	F. DAOÛT,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, eerste voorzitter van de Raad van State.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU